

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Prouvy, le 20/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

3M FRANCE

Route de Sancourt
59554 Tilloy-lez-Cambrai

Références : 2024-V1-226

Code AIOT : 0007000519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement 3M FRANCE implanté Route de Sancourt 59554 Tilloy-lez-Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 3M FRANCE
- Route de Sancourt 59554 Tilloy-lez-Cambrai
- Code AIOT : 0007000519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'usine de Tilloy-lez-Cambrai, exploitée par la société 3M depuis 1975, est spécialisée dans deux domaines : la production d'adhésifs et la production de billes de verre.

La production est organisée en modules:

- le module Glass bubbles : fabrication de micro-sphères de verre de 70 microns de diamètres, billes creuses, utilisées dans certaines peintures pour leur pouvoir isolant et dans l'aéronautique pour leur faible poids,
- le module bandes de marquage au sol : encollage, découpe de bandes adhésives de signalisation au sol
- le module colles, mastics et revêtements à destination des industriels et du « grand public ».

Plusieurs arrêtés préfectoraux réglementent les activités du site : arrêté du 6 janvier 2010 modifié le 4 juin 2012, le 13 août 2010 et le 2 juillet 2015. L'arrêté du 2 juillet 2015 acte les modifications portées à la connaissance du préfet depuis 2011.

Le site exploite en particulier 2 installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises au régime de la déclaration pour la rubrique 2921.

Pour ces dernières installations, l'exploitant doit respecter l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a)	Demande d'action corrective	1 mois
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)	Demande d'action corrective	1 mois
4	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.IV.2.	Demande d'action corrective	1 mois
6	Transmission des résultats d'analyses en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e	Demande d'action corrective	Sans délai
8	Procédure en cas de	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I,	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	dépassement des 100000 UFC/L	art.3.7.II.1.a.		
9	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.	Demande d'action corrective	3 mois
10	Actions à mener en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.II.3.abc	Demande d'action corrective	1 mois
13	Modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.26.I.3.b(al.4)	Demande d'action corrective	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.	Sans objet
7	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.	Sans objet
11	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.V	Sans objet
12	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.5.1	Sans objet
14	Rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit notamment respecter le délai d'au moins 48 heures après une injection ponctuelle de biocide avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*.

Certains documents sont à améliorer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : 3.1. Surveillance de l'exploitation L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none">– les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;– les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;– les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">– les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;– la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;– les attestations de formation de ces personnes.
Constats : <u>Personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident :</u> Un document nommé « EHS directory » a été tenu à la disposition de l'Inspection, qui liste les responsabilités du personnel sur différentes thématiques. La personne nommément désignée pour le « refrigerant management coordinator » est le responsable des services généraux. Aucune autre personne n'est nommément désignée en suppléant. Néanmoins, dans les faits, un

adjoint existe, qui est le technicien des services généraux.

Observation n° 1 : Il serait souhaitable de formaliser la nomination d'un suppléant en cas d'absence du titulaire (périodes de congés, de week-end et jours fériés).

Lors de la visite, l'exploitant a tenu à la disposition les attestations de formation suivantes :

- attestation de l'APAVE Formation du 23/10/2019 pour une formation de 1 jour le 4/10/2019 pour une validité jusqu'au 4/10/2024 pour le responsable des services généraux,
- attestation de l'APAVE Formation du 15/01/2021 pour une formation de 1 jour le 16/12/2020 pour une validité jusqu'au 16/12/2025 pour le technicien des services généraux.

Un plan de formation a été tenu à la disposition de l'Inspection. Ce plan fournit toutes les informations demandées.

La liste des personnes susceptibles d'intervenir sur les TAR a été tenue à la disposition de l'Inspection. **Aucun prestataire extérieur n'est listé.**

Fait avec suite n° 1 : L'exploitant complètera son plan de formation en complétant la liste des personnes susceptibles d'intervenir sur les TAR par le personnel extérieur.

Certaines dates de recyclage sont échues.

Fait avec suite n° 2 : L'exploitant doit respecter la périodicité de 5 ans des recyclages de formation. L'exploitant justifiera sous un délai maximal d'un mois du renouvellement de la formation ou d'une commande de formation pour le personnel dont la date de recyclage est échue.

Le nom des préleveurs a été observé sur les rapports d'analyses de janvier 2023 à février 2024. Pour les rapports dont le nom du préleveur est indiqué (hors février, avril, mai, août, septembre 2023 et janvier et février 2024), les prélèvements d'échantillons sur les TAR sont réalisés par le technicien VEOLIA et les attestations de formation correspondantes ont été tenues à la disposition de l'Inspection (attestation de GE POWER & WATER du 25/04/2016 pour une formation pour le prélèvement et attestation de SUEZ du 12/02/2021 pour la formation légionelles).

Lors de la visite de terrain, l'Inspection a pu constater que les TAR ne sont pas en libre accès (chaînette autour de l'installation ou accès en toiture).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans

d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent.

Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection l'AMR des différentes tours.

La dernière AMR date du 10/01/2022 (visite du 9/12/2021).

Les deux dernières versions dataient du 15/06/2020 (visite du 11/09/2019) et 8/03/2018 (visite du 24/07/2017).

L'exploitant a indiqué qu'une visite a eu lieu les 14 et 15/12/2023 par l'APAVE pour la mise à jour de l'AMR. L'exploitant est en attente du rapport du prestataire.

La dernière AMR date de plus de 2 ans.

Fait avec suite n° 3 : L'exploitant justifiera de la visite pour la mise à jour de l'AMR sous un délai maximal d'un mois et fournira dans les meilleurs délais la mise à jour de l'AMR.

Seule l'AMR du 10/01/2022 a été consultée.

La pertinence du contenu n'a pas été vérifiée et reste de la seule responsabilité de l'exploitant.

Seule la présence des différentes parties a été vérifiée.

L'Inspection considère que les éléments suivants n'ont pas été analysés :

- les points critiques liés à la conception ou l'implantation de ses tours,
- la dégradation de la qualité de l'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

Fait avec suite n° 4 : L'exploitant prendra en compte ces éléments dans la mise à jour de l'AMR.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection :

- les plans d'entretien des circuits Usine et FMEV,
- un plan de surveillance.
- une « procédure à mettre en œuvre lors d'un arrêt/redémarrage ».

La pertinence du contenu de ces documents n'a pas été vérifiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau.

Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm.

Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation.

Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures.

En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance.

L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Les plans d'entretien des circuits Usine et FMEV ne contiennent que des fréquences d'interventions.

Fait avec suite n° 5 : L'exploitant complètera son plan d'entretien (données cibles et actions en cas de dérive de la cible) sous un délai maximal d'un mois.

Le plan de surveillance ne contient que des fréquences d'interventions.

Fait avec suite n° 6 : L'exploitant complètera son plan de surveillance (données cibles et actions en cas de dérive de la cible) sous un délai maximal d'un mois.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection une fiche de stratégie de traitement, mise à jour le 23/03/2020, pour la TAR FMEV. Celle-ci décrit les produits de traitement utilisés, à savoir :

- INHIBITOR ZP8503 (anticorrosion) asservi à l'eau d'appoint,
- SPECTRUS OX 1203 (biocide oxydant) (pastilles),
- SPECTRUS BD1506 (biodispersant) asservi à l'eau d'appoint,
- SPECTRUS NX1102, biocide non oxydant, en choc le lundi à 14h et le vendredi à 14h,
- SPECTRUS NX1165, biocide non oxydant, en choc le mercredi à 14h.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection une fiche de stratégie de traitement, mise à jour le 1/12/2020, pour la TAR USINE. Celle-ci décrit les produits de traitement utilisés, à savoir :

- INHIBITOR SL8200 (antitartre, anticorrosion) asservi à l'eau d'appoint,
- SPECTRUS BD1506 (biodispersant) asservi à l'eau d'appoint,
- SPECTRUS NX1100, (biocide non oxydant) asservi à l'eau d'appoint.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.IV.2.

Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

2. Carnet de suivi

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

Sont annexés au carnet de suivi :

- le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;
- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;
- le plan de formation ;
- les rapports d'incident et de vérification ;
- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;
- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;
- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5.

Le carnet de suivi est propriété de l'installation.

Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.

Constats :

L'exploitant dispose de toutes les informations / documents demandés sauf les volumes rejetés mensuellement.

Néanmoins, ces éléments ne figurent pas dans un carnet de suivi.

Fait avec suite n° 7 : L'exploitant compilera toutes les informations / documents requis dans un carnet de suivi sous un délai maximal d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Constats :

L'Inspection a observé les déclarations GIDAF de janvier 2022 à février 2024, date de la dernière déclaration au jour de la visite.

La TAR FMEV fonctionne en continu. L'exploitant réalise des mesures mensuelles sur cette TAR.

Sur la période observée, la TAR USINE a fonctionné en discontinu en mode humide (en eau) :

- du 27/04/2022 au 28/10/2022,

- du 10/05/2023 au 18/10/2023.

L'exploitant réalise des mesures à minimum bimestrielles.

L'Inspection a observé les rapports d'analyse de recherche de légionelles de janvier 2023 à février 2024.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection les rapports suivants sur sa demande :

- rapport du 20/01/2023 du laboratoire EUROFINS concernant le prélèvement du 11/01/2023 de la TAR FMEV,

- rapport du 21/02/2023 du laboratoire EUROFINS concernant le prélèvement du 08/02/2023 de la TAR FMEV,

- rapport du 18/03/2023 du laboratoire EUROFINS concernant le prélèvement du 09/03/2023 de la TAR FMEV,

- rapport du 17/04/2023 du laboratoire EUROFINS concernant le prélèvement du 06/04/2023 de la TAR FMEV,

- rapports du 19/05/2023 du laboratoire EUROFINS concernant les prélèvements du 10/05/2023 de la TAR FMEV et de la TAR USINE,

- rapports du 19/06/2023 du laboratoire EUROFINS concernant les prélèvements du 07/06/2023 de la TAR FMEV et de la TAR USINE,

- rapports du 20/07/2023 du laboratoire EUROFINS concernant les prélèvements du 05/07/2023 de la TAR FMEV et de la TAR USINE,
- rapports du 11/08/2023 du laboratoire EUROFINS concernant les prélèvements du 02/08/2023 de la TAR FMEV et de la TAR USINE,
- rapports du 19/09/2023 du laboratoire EUROFINS concernant les prélèvements du 06/09/2023 de la TAR FMEV et de la TAR USINE,
- rapports du 17/10/2023 du laboratoire EUROFINS concernant les prélèvements du 04/10/2023 de la TAR FMEV et de la TAR USINE,
- rapport du 20/11/2023 du laboratoire EUROFINS concernant le prélèvement du 08/11/2023 de la TAR FMEV,
- rapport du 15/12/2023 du laboratoire EUROFINS concernant le prélèvement du 06/12/2023 de la TAR FMEV,
- rapport du 19/01/2024 du laboratoire EUROFINS concernant le prélèvement du 10/01/2024 de la TAR FMEV,
- rapport du 16/02/2024 du laboratoire EUROFINS concernant le prélèvement du 07/02/2024 de la TAR FMEV.

Les rapports indiquent une conformité à la norme NF T90-431 pour la mesure du paramètre *Legionella spp* et *Legionella pneumophila*.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission des résultats d'analyses en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées

Les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.

Constats :

L'Inspection a observé les déclarations GIDAF de janvier 2022 à février 2024, date de la dernière déclaration au jour de la visite.

Les prélèvements et les dates de transmission sont les suivantes :

Date de prélèvement	Date de transmission des résultats
12/01/2022	24/02/2022
09/02/2022	24/02/2022
09/03/2022	18/03/2022
14/04/2022	13/05/2022
11/05/2022	01/06/2022
08/06/2022	01/07/2022

06/07/2022	03/08/2022
03/08/2022	02/09/2022
07/09/2022	05/10/2022
12/10/2022	18/11/2022
09/11/2022	06/03/2023
08/12/2022	06/03/2023
11/01/2023	19/06/2023
08/02/2023	19/06/2023
09/03/2023	19/06/2023
13/04/2023	19/06/2023
10/05/2023	19/06/2023
07/06/2023	19/06/2023
05/07/2023	20/07/2023
02/08/2023	28/09/2023
06/09/2023	28/09/2023
04/10/2023	18/10/2023
08/11/2023	04/01/2024
06/12/2023	04/01/2024
10/01/2024	15/03/2024
07/02/2024	15/03/2024

Le délai de transmission de 30 jours n'a pas été respecté pour les mois de janvier, octobre, novembre et décembre 2022, janvier, février, mars, avril, mai, août et novembre 2023, janvier et février 2024.

Fait avec suite n° 8 : L'exploitant doit respecter le délai de transmission de 30 jours à partir de la date de prélèvement sans délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 0 jour

N° 7 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

c) Nettoyage préventif de l'installation :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.

Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains

de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement.

L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.

Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant n'a pas demandé de dérogation à l'arrêt annuel.

Les derniers nettoyages préventifs ont eu lieu le 4/05/2023 pour la TAR USINE et le 18/09/2023 pour la TAR FMEV.

Les rapports correspondants de NTR ont été tenus à la disposition de l'Inspection.

Ces derniers nettoyages datent de moins d'un an.

La procédure de « nettoyage de tours de refroidissement » de NTR inclut les actions en cas d'utilisation d'un jet d'eau haute pression.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

II. – Actions à mener en cas de prolifération de légionelles 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". Ce document précise : – les coordonnées de l'installation ; – la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; – la date du prélèvement ; – les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant

toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les procédures mises à jour le 12/01/2021 nommées « Procédure à mettre en œuvre suite résultat analyse <i>Légionella Pneumophila</i> > 100 000 UFC/L TAR FMEV » et « Procédure à mettre en œuvre suite résultat analyse <i>Légionella Pneumophila</i> > 100 000 UFC/L TAR USINE » .</p> <p>Dans ces procédures, il est indiqué « Prévenir le service EHS 3M pour rendre compte à la DREAL via le contact interne ».</p> <p>De plus, ces procédures consistent en 3 étapes : la préchloration, un nettoyage mécanique et une postchloration.</p> <p>Dans ces procédures, ne figurent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de manière explicite, dès réception de ces résultats, l'information immédiate de l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". Aucun modèle ne figure à cette procédure. - de manière explicite, l'arrêt immédiat de la dispersion, - la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. - la vérification de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion <p><u>Fait avec suite n° 9 : L'exploitant complètera sous un délai maximal d'un mois ses procédures en cas de dépassement des 100000 UFC/L avec les éléments manquants.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.5. Etat des stocks de produits dangereux</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks.</p>

Il a établi les stockages nécessaires par rapport aux délais de livraison des produits. L'indication du stock minimal n'a pas été communiqué à l'Inspection.

Fait avec suite n° 10 : l'exploitant réalisera ce registre sous un délai maximal de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.II.3.abc

Thème(s) : Risques chroniques, Flore interférente

Prescription contrôlée :

3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » est rendu impossible par la présence d'une flore interférente

a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.

b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.

c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Constats :

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les procédures mises à jour le 1/01/2021 et nommées « Procédure à mettre en œuvre suite résultat analyse BAT > 10 000 UFC/l ou Flore interférente TAR USINE » et « Procédure à mettre en œuvre suite résultat analyse BAT > 10 000 UFC/l ou Flore interférente TAR FMEV ».

Dans ces procédures, ne figurent pas :

- la réalisation d'un nouveau prélèvement avant les actions curatives,
- la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente (sous une semaine),
- la réalisation d'une nouvelle analyse des légionelles (délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport aux actions curatives).

Fait avec suite n° 11 : L'exploitant complètera sous un délai maximal d'un mois ses procédures en cas de dépassement de flore interférente avec les éléments manquants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.V
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Bilan annuel</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan 2023 a été transmis par courriel du 8/05/2024 à l'Inspection. Il contient tous les éléments demandés mais les dates de fonctionnement ne sont pas précises (uniquement le mois)</p> <p><u>Observation n° 4 : L'exploitant détaillera les dates de fonctionnement de la TAR USINE dans le bilan annuel des TAR de l'année 2023 sous un délai maximal d'un mois.</u></p> <p><u>Observation n° 5 : L'exploitant mettra en place les actions nécessaires pour réaliser le bilan légionelles de l'année N et le transmettre à l'Inspection pour le 31 mars de l'année N+1.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'eau d'appoint
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Legionella pneumophila</i> < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; - matières en suspension < 10 mg/l.

La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.

En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.

Constats :

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les rapports suivants sur les mesures de l'eau d'appoint :

- le rapport du 18/03/2024 de EUROFINS pour l'eau d'appoint pour un prélèvement du 06/03/2024,
- le rapport du 11/08/2023 de EUROFINS pour l'eau d'appoint pour un prélèvement du 02/08/2024,
- le rapport du 21/02/2023 de EUROFINS O pour l'eau d'appoint pour un prélèvement du 08/02/2024.

Les résultats de ces analyses sont les suivants :

	Eau d'appoint 2024	Eau d'appoint 08/2023	Eau d'appoint 02/2023	Conformité des mesures
Légionella pneumophila	<100 UFC/l	<100 UFC/l	<100 UFC/l	OUI
MES	<10 mg/L	<2 mg/L	<2 mg/L	OUI

La dernière mesure de l'eau d'appoint date de moins d'un an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Modalités de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.26.I.3.b(al.4)

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvements

Prescription contrôlée :

En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.

Constats :

Le site réalise des traitements de choc le lundi à 14h, le mercredi à 14h et le vendredi à 14h sur sa tour FMEV. Le site ne réalise pas de traitement de choc sur sa tour USINE en fonctionnement normal.

D'après les rapports d'analyse, sont repris ci-après les dates et horaires de prélèvements, ainsi que la conformité au délai de 48 heures après une injection choc.



Cette prescription a été vérifiée de janvier 2023 à février 2024.

mois	Date de prélèvement	Horaire du prélèvement TAR FMEV	Respect du délai de 48 heures après une injection choc
Janvier 2023	Mercredi 11/01/2023	11h	non
Février 2023	Mercredi 08/02/2023	22h	non
Mars 2023	Jeudi 09/03/2023	11h	non
Avril 2023	Jeudi 13/04/2023	11h20	non
Mai 2023	Mercredi 10/05/2023	22h40	non
Juin 2023	Mercredi 07/06/2023	11h50	non
Juillet 2023	Mercredi 05/07/2023	12h50	non
Aout 2023	Mercredi 02/08/2023	11h20	non
Septembre 2023	Mercredi 06/09/2023	22h20	non
Octobre 2023	Mercredi 04/10/2023	12h	non
Novembre 2023	Mercredi 08/11/2023	22h30	non
Décembre 2023	Mercredi 06/12/2023	11h30	non
Janvier 2024	Mercredi 10/01/2024	11h35	non
Février 2024	Mercredi 07/02/2024	11h30	non

Fait avec suite n° 12 : Le délai d'au moins 48 heures après une injection ponctuelle de biocide

<u>avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila n'est pas respecté.</u> <u>L'exploitant s'attachera à planifier les prélèvements en prenant en compte ce délai dès que possible.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 0 jour

N° 14 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Cuvettes de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Dans l'armoire de stockage des produits à côté de la chaufferie, 22 bidons de 20l étaient présents sur une rétention d'un volume utile de 275l.</p>  <p>Les produits injectés étaient sur rétention.</p>  <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>